

## **JE VOUS DEMANDE DE VOUS ARRETER !!!**

Voilà une expression remise au goût du jour par différents dirigeants politiques au sujet de la grève des cheminots.

C'est le premier ministre qui met en avant les inondations mais il est surtout inquiet pour l'Euro de football. Et puis, dans la foulée c'est le PDG de la SNCF qui demande aux cheminots de s'arrêter ! Dans le même temps où il y a quelques jours, il était à deux doigts de démissionner. Il est vrai que dans le cadre de la négociation en cours, il souhaitait encore améliorer la « compétitivité de l'entreprise ». Premier ministre, comme PDG déclarent de façon unanime que cette grève est incompréhensible. Ils ne manquent pas de souffle !

N'est-ce pas le premier ministre qui parle de dialogue social dans le même temps où il ne l'a jamais pratiqué ? N'est-ce pas le premier ministre qui utilise le 49.3 parce qu'il sait que les Français sont opposés à la loi travail et qu'il n'a pas la majorité parlementaire ?

Décidément, ce qui est incompréhensible c'est cet entêtement à ne pas vouloir retirer un projet de loi dénoncé par une majorité mais soutenu par Gattaz et Berger. Tiens, au fait, ce dernier est appelé à aller s'exprimer devant le groupe socialiste de l'assemblée nationale pour leur donner des « arguments » pour défendre la loi. A quand le mélange des genres et Berger, premier ministre ?

Le premier ministre, une nouvelle fois, face à la catastrophe naturelle que nous vivons, la main sur le cœur, déclare que les services publics sont remarquables. Alors pourquoi cette volonté, après chaque catastrophe, de vouloir détruire en les privatisant petit à petit, comme c'est le cas à EDF qui ne s'appelle plus EDF, à GDF qui ne s'appelle plus GDF d'ailleurs, à la SNCF où la même volonté existe de la voir disparaître au profit du privé et des entreprises de transport privées européennes... Nous pourrions encore citer la Poste et les Telecoms, qui ne s'appellent plus non plus comme cela.

Destruction des statuts publics des entreprises qui ont permis la reconstruction de notre pays, destruction des statuts des personnels, Monsieur le premier ministre, c'est votre comportement et votre analyse qui sont incompréhensibles.

Une négociation qui conduit, à la SNCF, à retrouver une véritable entreprise publique et en renforçant les statuts des cheminots, un retrait de la loi travail et nous pourrions envisager de reprendre le chemin du « dialogue social ».

En tous cas, nous soutenons avec détermination la grève reconductible de nos camarades cheminots et particulièrement des cheminots FO qui, sur des revendications claires de défense du service public et du statut des cheminots mais également de la loi travail, sont en grève depuis 6 jours. Ils ne sont pas cités par les médias, ce qui est incompréhensible également parce que la loi scélérate sur la représentativité est passée par là. Mais le nombre de cheminots adhérents et militants à FO ferait rougir de jalousie nombre de partis politiques qui sont pourtant cités tous les jours !

Paris, le 6 juin 2016